



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des territoires**

Le Mans, le **18 OCT. 2021**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Arrêté préfectoral portant prescriptions spécifiques en application de l'article L.214-1 du code de l'environnement concernant le système d'assainissement collectif de la commune de Bazouges - Cré sur loir

**Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté du préfet de la Région Centre Val de Loire, coordonnateur du bassin Loire Bretagne, en date du 18 novembre 2015, approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire Bretagne ;

VU le décret du Président de la République du 5 février 2020 portant nomination de Monsieur Patrick DALLENNES, Préfet de la Sarthe ;

VU l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur du 29 octobre 2019, portant nomination dans les directions départementales interministérielles, nommant Monsieur Bernard MEYZIE, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires de la Sarthe, à compter du 1^{er} novembre 2019 ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2020 donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Bernard MEYZIE, directeur départemental des territoires de la Sarthe ;

VU l'arrêté du 15 septembre 2021 portant subdélégation de signature en matière administrative de Monsieur Bernard MEYZIE, directeur départemental des territoires de la Sarthe, à des fonctionnaires placés sous son autorité ;

VU la notification au pétitionnaire du projet d'arrêté transmis au maire de la commune de Bazouges - Cré sur Loir par courrier du 23 juin 2021 ;

VU la réponse de la commune de Bazouges - Cré sur loir par courrier daté du 14 septembre 2021 et reçu en date du 17 septembre 2021 ;

Considérant la demande de la mairie transmise par courrier daté du 12 mai 2021 de reclassement de la capacité de la station afin de convenir aux dimensions techniques prescrites pour ce type d'ouvrage ;

Considérant que la station d'épuration est soumise aux dispositions 3A du SDAGE ;

Considérant que le système d'assainissement est tenu de respecter les objectifs de traitement minimum définis à l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié sauf dans les situations inhabituelles comme les périodes de fortes précipitations occasionnant un débit supérieur au débit de référence ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires de la Sarthe ;

ARRÊTE

TITRE I : OBJET DE LA DEMANDE

Article 1^{er} – Objet de la demande

Il est donné acte à la commune de Bazouges - Cré sur loir de sa déclaration en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

N° Sandre	Objet	Type	Commune	X (L93)	Y (L93)
0472108S0001	Système de traitement des eaux usées	Lagunes	bazouges - Cré sur loir	464 081	6 735 574

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.1.0	Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5.	Déclaration

Un système d'assainissement collectif est constitué d'un système de collecte, d'une station de traitement des eaux usées et des ouvrages assurant l'évacuation des eaux usées traitées vers le milieu récepteur, relevant en tout ou partie d'un ou plusieurs services publics d'assainissement mentionnés au II de l'article L. 2224-7 du [code général des collectivités territoriales](#). Dans le cas où des stations de traitement des eaux usées sont interconnectées, elles constituent avec les systèmes de collecte associés un unique système d'assainissement. Il en est de même lorsque l'interconnexion se fait au niveau de plusieurs systèmes de collecte.

Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES SPÉCIFIQUES

Article 2 – Prescriptions générales

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié, relatif aux systèmes d'assainissement collectif.

Article 3 – Prescriptions spécifiques

Article 3.1 – SYSTÈME DE TRAITEMENT

Dimensionnement

La station est d'une capacité K de 28,2 kg de DBO5, soit 470 EH. Elle a été mise en service en 1994.

Niveaux de traitement

Le tableau suivant indique les niveaux de rejet qui devront être respectés (ou atteints) par le système de traitement, en concentration ou en rendement.

	Concentration maximale à respecter, moyenne journalière *	Rendement minimum à atteindre, moyenne journalière **
DBO5	35 mg/l	60 %
DCO	200 mg/l	60 %
MES	- mg/l	50 %

*Les mesures seront réalisées selon des méthodes normalisées à partir d'échantillon moyen sur 24 heures homogénéisé, non filtré, non décanté et analysé selon les méthodes normalisées requises.

**Le rendement correspond au rapport entre les flux sortant et les flux entrant dans le système de traitement.

Le rejet des eaux usées s'effectue dans le loir (code masse d'eau FRGR 0492c – le loir depuis la confluence de la Braye jusqu'à la confluence avec la Sarthe), ayant un objectif d'atteinte du bon état écologique pour 2033.

Article 3.2 – AUTOSURVEILLANCE

Cahier de vie

Le maître d'ouvrage dépose avant le 31 décembre 2021 un cahier de vie. Ce document comporte notamment :

- une note de description, d'exploitation et de gestion du système d'assainissement ;
- une note d'organisation de la surveillance du système d'assainissement.

Ces documents constituent les deux premières sections du cahier de vie tenu à jour par le maître d'ouvrage, conformément à l'article 20-II-1 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié.

Le cahier de vie et ses éventuelles mises à jour sont transmis pour information au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau.

Auto-surveillance de la station de traitement

Un poste de refoulement principal dispose d'un trop plein. Cet ouvrage répond à la définition d'un déversoir en tête de station de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié (point A2 au sens de la nomenclature SANDRE). L'ouvrage est équipé d'une détection de temps de sur-verse.

Les informations à recueillir en entrée et/ou en sortie de la station de traitement sont les suivantes :

- une estimation du débit en entrée et en sortie de station ;
- une mesure des caractéristiques des eaux usées en entrée et en sortie de la station. Le recours à des préleveurs mobiles est autorisé. Les mesures sont effectuées sur des échantillons représentatifs constitués sur 24 heures, avec des préleveurs automatiques réfrigérés isothermes et asservis au débit. Le maître d'ouvrage doit conserver au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.

Les informations relatives aux boues issues du traitement des eaux usées à recueillir sont les suivantes :

- apports extérieurs de boues : quantité brute, quantité de matières sèches et origine ;
- boues produites : quantité de matières sèches (avant tout traitement et hors réactif) ;
- boues évacuées : quantité brute, quantité de matières sèches, mesure de la qualité et destination.

Les informations relatives aux apports extérieurs éventuels sur la file eau et aux déchets évacués (hors boues), à recueillir, sont précisées à l'annexe 1 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié (respectivement tableau 2.2 et tableau 2.3).

La fréquence des mesures imposée figure dans le tableau suivant :

Nombre de bilans 24 h	1 par an
Nombre de passages sur la station	Pour la réalisation des actions préconisées dans le programme d'exploitation et le remplissage du cahier de vie. Si aucune fréquence de passage n'est renseignée dans le programme, alors la fréquence minimale imposée est d'un passage par semaine.
Détermination des quantités de boues (MS)	1 (quantité annuelle)
Mesures de siccité	aucune

À noter que les lagunes font l'objet d'un curage selon une périodicité qui ne peut excéder huit ans. Toutefois, cette périodicité peut être adaptée lorsque l'accumulation de boues est faible. Le dernier curage a eu lieu en 2010.

Règles de conformité du système de traitement

Les dates des bilans 24 h doivent correspondre au planning annuel validé.

Les bilans réalisés hors conditions normales de fonctionnement ne sont pas retenus, sauf si les résultats sont conformes.

Pour les paramètres DBO5, DCO et MES, un échantillon moyen journalier est déclaré conforme si les résultats d'analyses respectent la concentration ou le rendement et le flux maximum journalier figurant à l'article 3.1.

Le fonctionnement de la station d'épuration est déclaré conforme pour ces paramètres pour l'année correspondante si, parmi le nombre annuel d'échantillons moyens journaliers pris en compte pour l'auto-surveillance, le nombre d'échantillons non conformes n'excède pas les règles de tolérance définies dans l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié.

Règles de conformité du système de collecte

Le système de collecte est jugé conforme s'il n'y a pas de déversement constaté hors situations inhabituelles au niveau du trop plein du poste de refoulement principal.

Bilan de fonctionnement

Conformément à l'article 20-II-2 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié, le bilan du fonctionnement du système d'assainissement (réseau et station) est transmis à l'agence de l'eau et à la police de l'eau tous les ans, avant le 1er mars de l'année suivante.

Ce bilan comprend les éléments mentionnés dans le document type élaboré et disponible sur le site du ministère (<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/services.php>).

Article 4 – Prescriptions relatives aux sous-produits

Les sous-produits issus des traitements seront évacués vers une installation de traitement et/ou d'élimination des déchets conforme à la réglementation en vigueur.

Article 5 – Préventions des odeurs

Toutes dispositions devront être prises pour que le fonctionnement du système d'assainissement (système de collecte et système de traitement) ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour les riverains et le voisinage.

Article 6 – Modifications des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Titre III – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 7 – Conformité au dossier et modifications

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent arrêté, à défaut de quoi la déclaration deviendra caduque. En cas de demande de prorogation dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Article 8 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 10 – Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie de Bazouges - Cré sur loir pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Il sera par ailleurs mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Sarthe durant une durée d'au moins six mois.

Article 11 – Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette, 44 041 Nantes cedex, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement :

- par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

(Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible par le site internet : www.telerecours.fr)

Article 12 – Exécution

Le Directeur départemental des territoires de la Sarthe ;

Le Maire de la commune de Bazouges - Cré sur loir ;

Le Chef du service départemental de l'Office Français pour la Biodiversité ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires de la Sarthe,
La cheffe du service Eau et Environnement



Emmanuelle MORVAN